

## **Worker rights consortium, note de synthèse, novembre 2020 – traduction française**

### **Inditex est lié à des entreprises complices de travail forcé des Ouïghours**

Le *Worker Rights Consortium* a identifié des liens commerciaux entre Inditex, la multinationale d'habillement espagnole connue notamment pour sa fameuse marque Zara, et deux importantes entreprises chinoises produisant du fil et du tissu, complices de la crise liée au travail forcé des Ouïghours. Ces deux fournisseurs sont Huafu Fashion Co. Ltd. et Luthai Textile Co., Ltd. Tous deux produisent du fil et/ou des tissus utilisés pour fabriquer les vêtements d'Inditex.

#### *Les liens entre Inditex et le travail forcé des Ouïghours*

Le *Worker Rights Consortium* (WRC) a récemment dévoilé des preuves qu'Inditex s'approvisionne en tissu auprès des entreprises chinoises Huafu Fashion et Luthai textile. L'Institut chinois des Affaires Publiques et Environnementales (IPE), qui travaille avec des entreprises d'habillement sur leur politique de développement durable, tient à jour une « Carte des chaînes d'approvisionnement durables ». Cette carte contient des informations mises en ligne en temps réel sur les performances environnementales des fournisseurs produisant pour des marques, comme Inditex, participant à l'initiative de l'IPE, et qui montre les relations entre ces marques et des fournisseurs chinois précis. La carte identifie Huafu Melange Yarn Co., Ltd., une filiale de Huafu fashion, et Luthai Textile Co., comme étant des fournisseurs du groupe Inditex<sup>1</sup>.

Selon l'IPE, cette Carte des Marques est « Une initiative exemplaire destinée à mettre en valeur les engagements des marques en faveur d'une gestion de leur chaîne d'approvisionnement transparente et respectueuses de l'environnement »<sup>2</sup>. Inditex détaille notamment sa collaboration avec l'IPE dans son dernier rapport annuel et dirige les lecteurs vers la Carte des marques<sup>3</sup> présente sur son site.

Il y a un écart manifeste entre les informations dévoilées par l'IPE et le discours public d'Inditex en ce qui concerne sa relation avec Huafu Fashion.

L'entreprise Huafu Fashion, dont le siège est basé à Shenzhen et dont l'usine d'Aksu est le plus gros producteur et fournisseur de fil teint, a été dénoncée comme recourant au travail forcé dans un article du *Wall Street Journal* datant de mai 2019<sup>4</sup>. Le *Wall Street Journal* a signalé qu'une grande usine d'Huafu située à Aksu soumet ses travailleur·euse·s à un programme de formation d'un mois mis en oeuvre par le gouvernement chinois. D'après un rapport du Centre d'études

---

<sup>1</sup> "Green Supply Chain Map," Chinese Institute of Public and Environmental Affairs, accessed on November 3, 2020, <http://www.ipe.org.cn/MapBrand/Brand.aspx?q=6>

<sup>2</sup> "Map Explanation," Green Supply Chain Map, Chinese Institute of Public and Environmental Affairs, accessed on November 3, 2020, <http://www.ipe.org.cn/MapBrand/Brand.aspx?q=6>

<sup>3</sup> Annual Report 2019, Inditex, 151, 212, <https://www.inditex.com/documents/10279/645708/2019+Inditex+Annual+Report.pdf/25aa68e3-d7b2-bc1d-3dab571c0b4a0151>

<sup>4</sup> Eva Dou and Chao Deng, "Western Companies Get Tangled in China's Muslim Clampdown," *Wall Street Journal*, May 16, 2020, <https://www.wsj.com/articles/western-companies-get-tangled-in-chinas-muslim-clampdown11558017472>

internationales et stratégiques (CSIS), l'usine Huafu dans le parc industriel d'Aksu emploie des travailleur·euse·s qui ont suivi des programmes de formation destinés à éradiquer leurs « pensées extrémistes »<sup>5</sup>. De plus, l'analyse de documents officiels du gouvernement chinois et de médias d'Etat réalisée par le chercheur indépendant Adrian Zenz révèle que, en plus du recrutement et de la formation d'Ouïghours et d'autres travailleur·euse·s turcophones musulman·e·s, Huafu a bénéficié de plusieurs formes de subventions gouvernementales dans la région, dont des subventions pour ses usines, pour la sécurité sociale des employé·e·s, des formations de pré-embauche, de nouveaux recrutements, l'introduction de talents issus d'autres régions chinoises, et pour des frais de transport<sup>6</sup>. Un rapport d'enquête de l'ONG australienne ASPI (*Australian Strategic Policy Institute*) déclare que le site d'Huafu situé à Anhui fait partie des 15 usines à Anhui dans lesquelles 2 048 travailleur·euse·s ouïghour·e·s ont été envoyés par la préfecture d'Hotan entre avril 2017 et juin 2018<sup>7</sup>.

Luthai Textile est un autre important producteur chinois de fil et de tissu largement impliqué dans le programme gouvernemental de travail forcé dans la région ouïghoure. Un article de 2018 du journal *Xinhua* retrace son important investissement au Xinjiang, pour construire une usine de filature de coton comprenant 230 000 fuseaux dans le comté d'Awati, préfecture d'Aksu, comté baptisé « la cité du coton chinois »<sup>8</sup>. L'article poursuit en indiquant que, au moment de sa rédaction, Luthai au Xinjiang avait recruté 1 154 personnes, dont 80% étaient issues de minorités ethniques. L'article indique également que depuis 2018, le bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale de la préfecture d'Aksu a organisé des formations accélérées dans l'industrie du textile et de l'habillement de plus de 10 000 travailleur·euse·s, mettant en avant la « transformation de l'excédent de main d'œuvre rurale issue des minorités en main d'œuvre industrielle ». L'article conclut en indiquant que 60% des employé·e·s de l'usine Luthai au Xinjiang sont des femmes, autrefois des femmes au foyer qui ont été « détournées de leur cuisine » pour devenir des ouvrières « cols bleu ».

Un autre article publié dans le *Xinjiang Daily* en 2018 passe en revue la participation de Luthai aux efforts pour résorber la pauvreté au Xinjiang, glorifiant l'entreprise pour avoir envoyé 200 personnes issues de cette « main d'œuvre excédentaire » au travail<sup>9</sup>. Plus récemment, une enquête de *NBC News* a découvert un communiqué de presse de Luthai datant de 2017 sur WeChat qui décrit comment l'entreprise a fait venir des minorités locales par bus pour aller ramasser du coton, et montre des images de personnes travaillant dans les champs de coton, une pratique qui d'après Luthai crée une « solide atmosphère d'unité nationale et familiale »<sup>10</sup>.

---

<sup>5</sup> Amy Lehr and Mariefaye Bechrakis, *Connecting the Dots in Xinjiang: Forced Labor, Forced Assimilation, and Western Supply Chains*, Center for Strategic & International Studies, October 2019, [https://csis-websiteprod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/Lehr\\_ConnectingDotsXinjiang\\_interior\\_v3\\_FULL\\_WEB.pdf](https://csis-websiteprod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/Lehr_ConnectingDotsXinjiang_interior_v3_FULL_WEB.pdf)

<sup>6</sup> Adrian Zenz, "Beyond the Camps: Beijing's Grand Scheme of Forced Labor, Poverty Alleviation and Social Control in Xinjiang," *Journal of Political Risk*, Vol. 7, No. 12, December 2019, <https://www.jpolrisk.com/beyondthe-camps-beijings-long-term-scheme-of-coercive-labor-poverty-alleviation-and-social-control-in-xinjiang/>

<sup>7</sup> Vicky Xiuzhong Xu, Danielle Cave, James Leibold, Kelsey Munro, and Nathan Ruser, *Uyghurs for Sale: 'Reeducation', Forced Labour and Surveillance beyond Xinjiang*, Australian Strategic Policy Institute, 1 March 2020, pp. 32, 38, <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>

<sup>8</sup> « 泰棉：新疆群众走出困境的“雁”， » *Xinhuanet*, November 28, 2018, [http://www.xinhuanet.com/2018-11/28/c\\_1123779801.htm](http://www.xinhuanet.com/2018-11/28/c_1123779801.htm)

<sup>9</sup> « 【民情 惠民生 聚民心】 扶增收精准到 脱路上不落一人, » *Xinjiang Daily*, October 2018, 2020, <http://news.ts.cn/system/2018/10/24/035428995.shtml>

<sup>10</sup> Aliza Nadi, Anna Schechter and Didi Martinez, "Major brands try to determine if cotton in their clothes is from Uighur forced labor in China," *NBC News*, September 22, 2020, <https://www.nbcnews.com/news/china/majorbrands-try-determine-if-cotton-their-clothes-uyghur-forced-n1240756>

*La seule voie responsable envisageable pour Inditex*

En maintenant des relations commerciales avec les deux entreprises Huafu et Luthai, Inditex contribue directement à la crise du travail forcé dans la région ouïghoure. La seule manière de mettre un terme à sa complicité dans ces abus, qui sont considérés comme des crimes contre l'humanité, est de s'engager à suivre les trois étapes de l'Appel à action de la Coalition internationale pour mettre fin au travail forcé dans la région ouïghoure<sup>11</sup>. Ce dernier peut être résumé ainsi :

- Cesser de se fournir en coton, fil, tissu et produits finis issus de la région ouïghoure. Puisque le coton et le fil de la région sont utilisés pour fabriquer du tissu et des produits finis partout en Chine et dans de nombreux autres pays, cela nécessite de la marque d'exiger de toutes les usines de ses fournisseurs en tissus et produits finis qu'elles n'utilisent pas de coton ou de fil en provenance de la région ouïghoure.
- Rompre toute relation avec des entreprises ayant recours au travail forcé, c'est-à-dire celles qui opèrent dans la région ouïghoure et ont accepté des aides d'Etat et/ou de la main d'œuvre fournie par le gouvernement pour leurs activités, y compris Huafu et Luthai.
- Interdire à toutes les usines des fournisseurs situées hors de la région ouïghoure d'avoir recours à de la main d'œuvre ouïghoure ou issue de minorités turcophones et musulmanes fournie par le schéma de transfert de main d'œuvre du gouvernement chinois.

---

<sup>11</sup> L'Appel à action de la Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure, en français [https://ethique-sur-etiquette.org/IMG/pdf/final\\_call\\_to\\_action\\_xuar\\_-\\_april\\_2020-fr.pdf](https://ethique-sur-etiquette.org/IMG/pdf/final_call_to_action_xuar_-_april_2020-fr.pdf)